



Au Comptoir, le Musée gruérien présente celui qu'il sera demain

Hôte d'honneur du Comptoir gruérien, le Musée gruérien présente notamment son projet d'agrandissement. L'occasion d'évoquer son coût et sa nécessité avec le conservateur Christophe Mauron et le directeur Serge Rossier.

YANN GUERCHANIK

BULLE. Sur le stand qu'il partage avec Photo-Fribourg, le Musée gruérien présente la maquette de son futur écrin. Un nouveau bâtiment qui doit permettre à l'institution bulloise de remplir au mieux ses multiples missions au profit d'une région en plein essor. Interview du directeur Serge Rossier et du conservateur Christophe Mauron.

Quel message le Musée souhaite-t-il faire passer à travers son stand?

Christophe Mauron. Son contenu est le fruit d'un partenariat avec Photo-Fribourg (*La Gruyère* de jeudi). Il est principalement centré sur l'histoire de la photographie en Gruyère et dans le canton. Au-delà du plaisir qu'on peut avoir à regarder des photos anciennes, il y a l'idée de la transmission.

On touche ici aux fonctions du Musée gruérien: conserver les mémoires du passé sur le plan collectif, mais aussi fabriquer du patrimoine pour demain. Sur notre stand, les visiteurs peuvent se faire tirer le portrait par le photographe Joël Overney. Voilà un exemple de témoignage qui pourra être valorisé pour les générations futures. Le Musée est à la fois acteur du passé et du présent.

L'enveloppe du stand a été conçue par les bureaux Sergison Bates, à Londres, et Jaccaud et Associés, à Genève. Autrement dit, le consortium d'architectes derrière le projet d'agrandissement du Musée gruérien. Il s'agit aussi de présenter ce dernier à la population...

Serge Rossier. Le stand renvoie en effet à des éléments architecturaux du futur Musée. Surtout, les bureaux d'architectes nous permettent de présenter une belle maquette de deux mètres sur deux. Des panneaux explicatifs complètent l'installation: ils évoquent les points forts du projet et présentent ses auteurs. Une occasion



Le conservateur Christophe Mauron (à gauche) et le directeur du Musée gruérien Serge Rossier sur le stand 55 du Comptoir. JEAN-BAPTISTE MOREL

de faire découvrir celui-ci à tout le monde, grâce au soutien essentiel des Amis du Musée qui sont les acteurs principaux du stand.

Une étude en cours devra préciser le coût réel de construction. Ce dernier suscite bon nombre de commentaires. Une «évaluation sommaire» faisait état d'un montant de 8 millions de francs. Mais il en coûterait bien davantage. Pourquoi cette différence?

Serge Rossier. L'étude nous dira exactement quelle est l'ampleur de la situation après l'analyse du bâtiment existant sous toutes ses coutures. C'est là que le bât blesse. Ce bâtiment date de 1978. Il a été agrandi en 2002, mais les installations techniques n'avaient pas fait l'objet d'une com-

plète remise à niveau. Clairement, sur le plan technique, on s'est contenté de greffer du nouveau sur de l'ancien. En 2012, le réaménagement de l'espace muséal n'a donné lieu qu'à une reprise partielle de la technique. D'autre part, le concours a été lancé en 2019. Depuis, les réflexions sur l'environnement et la production énergétique ont encore évolué. Il convient donc de se mettre à la page.

On ne peut décemment pas se présenter comme les responsables du patrimoine et léguer aux générations futures un bâtiment qui déplore un lourd bilan énergétique. Proposer un bâtiment neuf qui accuse un train de retard technique, ça n'a pas de sens. Aussi, les chargés de projet et l'ensemble des collaborateurs internes

ont mené une réflexion en profondeur pour imaginer un musée et une bibliothèque capables de répondre aux attentes de ces trente prochaines années.

Christophe Mauron. D'aucuns parlent d'une «explosion des coûts»! Mais les coûts explosent quand on commence un chantier et que l'argent vient à manquer. En l'occurrence, nous en sommes au stade de l'étude. Une étude qui a fait l'objet d'une demande de crédit important – 871 000 fr. – précisément pour déterminer les meilleures options et chiffrer au plus serré les coûts de construction. Nous nous y sommes employés avec professionnalisme.

Si le projet d'agrandissement dépasse les 8 millions, ce serait donc principalement à cause de la révision de l'ensemble des installations techniques?

Serge Rossier. Principalement, oui. Par ailleurs, le réaménagement de l'aile construite en 2002 n'était pas prévu dans le concours. Il s'agit d'y accueillir des bureaux administratifs, notamment celui du nouveau Service de la culture. Un autre élément pris en compte, mais un peu sous-estimé: les dernières normes incendies exigées par l'ECAB. Il faudra percer le sous-sol pour y créer une, voire deux issues de secours complémentaires.

«A ce stade, tout est possible et rien n'est définitif», dit le Conseil communal. Pourrait-on se passer de l'agrandissement et se contenter d'une mise à niveau technique? Ou l'inverse?

Serge Rossier. Aujourd'hui, nous devons avoir le courage de revoir complètement l'installation technique. Continuer à faire du saucissonnage ne fera que reporter le problème. Au final, cela coûtera plus cher. D'autre part, si nous ne procédons pas à un agrandissement, nous manquerons de place pour le personnel. Dans l'attente du

nouveau Musée, nous louons actuellement des surfaces dans des immeubles privés. Installer ce personnel dans le Musée tel qu'il se présente aujourd'hui est impossible: il faudrait mettre des bureaux dans la salle de conférences et, sans doute, une partie de la bibliothèque. Se contenter de

«Se contenter de rénover le bâtiment existant revient à diminuer l'offre à la population.»

SERGE ROSSIER

rénover le bâtiment existant revient à diminuer l'offre à la population. Vouloir amoindrir les fonctionnalités du Musée et de la Bibliothèque pour servir une ville dont la population a fortement augmenté... cela nous paraît pour le moins paradoxal.

Christophe Mauron. Et puis, nous avons la responsabilité de conserver plus de 25 000 objets et plus d'un million de photographies. On ne peut pas se permettre de «bricoler» plus longtemps une climatisation. En 2022, nous devons prendre les décisions qui s'imposent pour que nos petits-enfants profitent de ce patrimoine.

Par ailleurs, nous devons aussi nous demander quel est notre positionnement par rapport à l'économie privée et des projets d'envergure comme le parc Cailler, par exemple. Voulons-nous déléguer la gestion du patrimoine? Qu'est-ce que nous voulons laisser de notre culture? Du chocolat certes, mais pas que... ■

Au service du bien public

En 1917, Victor Tissot lègue sa fortune à la ville de Bulle pour qu'elle crée un musée et une bibliothèque «digne de ce nom». En 2021, à l'heure de faire passer le crédit d'étude, la même formule a été employée par un conseiller communal: un agrandissement pour obtenir un Musée gruérien «digne de ce nom». L'histoire se répète...

Christophe Mauron. Si Victor Tissot a choisi Bulle et pas Gruyères, c'est notamment parce qu'il pensait que la ville avait les reins assez solides pour concrétiser ce projet. C'est la même demande qui est faite à la ville aujourd'hui. Il s'agit de continuer à assumer le testament de Victor Tissot.

Serge Rossier. Détail qui amuserait le fondateur: il a légué 1,5 million de francs de l'époque. Le convertisseur de la Confédération nous apprend que ce montant représente aujourd'hui dix fois la somme d'alors.

«Cet agrandissement est certes nécessaire, mais encore faut-il en avoir les moyens», disent une partie des élus. Une ville de plus de 25 000 habitants qui rechigne à financer l'agrandissement de son unique musée... Qu'est-ce qui coince dans les esprits?

Serge Rossier. Il faut comprendre que Bulle possède une forte tradition commerciale. Un sou est un sou. Ce

que l'on investit doit avoir un retour direct. Or, le retour n'est pas immédiat dans ce cas, l'effet pas forcément mesurable. Pourtant, une chose est sûre: le Musée (20 000 entrées par an) et la Bibliothèque (140 000 prêts par an) sont entièrement au service du bien public. Mais dans quelques esprits, cela n'est pas vraiment monnayable. Pourtant, c'est bien là l'essentiel. Et le Covid nous l'a rappelé: les valeurs fondamentales du vivre ensemble ne sont pas pécuniaires.

Christophe Mauron. D'autre part, l'institution emploie des gens et fournit du travail à l'économie locale. Nous mandatons des imprimeurs, des graphistes et des entreprises de construction de la région. Et puis, le tourisme de demain se développera avant tout dans les villes qui possèdent des sites et des institutions culturelles. Certaines villes l'ont bien compris qui créent de véritables pôles autour de cette notion.

Serge Rossier. A ce propos, il est une volonté qui revient périodiquement dans les affaires bulloises: acquérir le statut de ville touristique, notamment pour que les commerces profitent d'horaires d'ouverture élargis. Sans un musée-bibliothèque «digne de ce nom», ça me paraît difficile. YG